

La force du nombre

Nathalie Tomasi

Number 79, Winter 1998–1999

Le patrimoine religieux

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/16642ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (print)

1923-2543 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Tomasi, N. (1998). La force du nombre. *Continuité*, (79), 36–39.

LA FORCE DU NOMBRE

L'ancrage de la Fondation du patrimoine religieux du Québec, c'est d'abord les quelque 100 bénévoles qui participent aux Tables de concertation régionales. Ils ont su créer et maintenir un réseau au sein duquel les paroisses, les communautés religieuses, les petites églises de campagne comme les grandes cathédrales de tout le Québec développent le sentiment de contribuer à la sauvegarde d'un précieux héritage collectif. Quelques cas retiennent l'attention en raison de leur originalité, de leur envergure ou de leur audace. L'ardeur avec laquelle la population locale a participé à la sauvegarde de son patrimoine religieux doit être reconnue. La fierté doit se dire.

Natalie Tomasi

ÉGLISE ST. JAMES UNITED DE MONTRÉAL

UNE VISION PARTAGÉE



Le développement d'une vision partagée de l'avenir de l'église

St. James United de Montréal devrait assurer la réussite du projet de conservation du monument. Un acte de foi.

Par Stéphane Marcoux

Tout a commencé par la nécessité de trouver une solution à la conservation d'une grande et belle église du centre-ville de Montréal qui est classée monument historique. Bien qu'elle soit située sur la très achalandée rue Sainte-Catherine, l'église St. James United est

peu visible pour les passants car des bâtiments commerciaux ont été construits devant celle-ci en 1929 afin d'assurer des revenus à la congrégation religieuse. Érigés « temporairement », ces édifices subsistent toujours et constituent la principale source de revenus de l'église.

Récemment, des sommes d'argent ont été investies pour réaliser les travaux de restauration de l'église les plus urgents. Or, les intervenants du projet se sont rapidement aperçus que l'enjeu principal concernait davantage l'esprit du lieu que l'état des pierres. En effet, avant de décider s'il valait mieux démolir les bâtiments commerciaux pour mettre en valeur l'église, promouvoir un projet de recyclage ou encore défendre le *statu quo*, la communauté devait se concerter pour établir sa propre vision d'avenir. L'atteinte de cet objectif devait tenir compte non seulement des aspects sociodémographiques, comme une moyenne d'âge élevée des fidèles et leur dispersion à travers la métropole, mais également du contexte urbain, de l'aspect financier et de la valeur patrimoniale de l'église.

Pour relever ce défi, un groupe de travail a donc été formé, et le Centre d'intervention pour la revitalisation des quartiers (CIRQ) a dès lors tenu un rôle de soutien dans la définition d'une stratégie de conservation qui prenne en compte les besoins et les désirs des membres de cette communauté de l'Église Unie. L'approche retenue privilégie une démarche simple, pratique et participative, axée sur l'engagement de la congrégation et la recherche d'un consensus. À la fin de l'exercice, la solution choi-

Entourée d'édifices commerciaux, l'église St. James United est à peine visible de la rue Sainte-Catherine.

Photo : Jocelyn Groulx, CIRQ

sie devrait donc être celle qui respecte le mieux l'identité de la congrégation et ce qu'elle veut devenir.

UNE VISION GLOBALE

Depuis le début de l'automne 1998, le groupe de travail se réunit pour définir ces perspectives d'avenir. Au-delà d'une intervention architecturale, la congrégation doit prendre en considération les réalités économiques, sociales et urbaines qui influent sur l'avenir de l'église St. James United. Aucun effort n'est ménagé pour que le tableau brossé soit représentatif de la situation réelle. En plus des idées développées lors des réunions de travail, une enquête a été menée auprès des membres qui ne font

pas partie du groupe de travail pour vérifier leur perception de la situation de leur église et de son avenir. Par la suite, le groupe de travail doit fixer les conditions essentielles pour la réussite d'un éventuel projet en se basant sur l'enquête auprès des membres, déterminer les options possibles, établir le potentiel et les contraintes de chacune et, finalement, choisir l'option qui répond le mieux à la vision de la communauté de l'église. À l'heure actuelle, il semble que les efforts de mise en valeur ne doivent pas se concentrer uniquement sur la restauration du bâtiment. La communication et le développement d'outils de promotion sont aussi des enjeux importants que les discussions ont permis de dégager.

La participation enthousiaste des membres de la congrégation permet de croire à la réussite de cette stratégie. Et, quoi qu'il adienne, la communauté sera mieux outillée pour promouvoir un projet de mise en valeur. Éventuellement, elle pourra établir des partenariats pour réaliser l'option choisie. En optant pour une démarche participative, les responsables du projet de conservation de l'église St. James United permettront à cette église du centre-ville montréalais de retrouver la place qui lui revient.

■
Stéphane Marcoux est chargé de projet au CIRQ.

ÉGLISE DE SAINT-CHRISTOPHE-D'ARTHABASKA

UN BAIN DE JOUVENCE

Pour honorer les 125 ans de son église, la population de Saint-Christophe-d'Arthabaska lui a offert le cadeau suprême : la jeunesse retrouvée.

Par Natalie Tomasi et Jean Lamothe

Les paroissiens de Saint-Christophe-d'Arthabaska fêtent cette année le 125^e anniversaire de la construction de leur église. Il y a une dizaine d'années, ils ont entrepris de restaurer complètement leur temple en prévision de l'événement. Le projet a connu plusieurs phases et les moyens déployés traduisent la fierté et la reconnaissance de la population pour un édifice patrimonial de grande valeur. Comme il fallait restaurer le clocher, la toiture, la maçonnerie, le magnifique orgue Casavant et les vitraux de la maison Hobbs et Cie, la paroisse organise à compter de 1986 plusieurs événements culturels afin de récolter les fonds nécessaires. La population locale et les gens d'affaires de la région sont au rendez-vous. En 1996, un comité spécial est formé pour supervi-

ser la restauration du décor intérieur. S'y conjuguent les expertises de personnes de la paroisse ou de la région : gestionnaire de projet, comptable, architecte, autodidacte en histoire de l'art, directeur de musée, etc. Toutes ces personnes travaillent bénévolement durant deux ans à la coordination du projet.

Le maire organise pour sa part une campagne de levée de fonds auprès des particuliers et du milieu corporatif. Plus de 150 000\$ sont ainsi récoltés en quelques semaines. « Il y avait une belle motivation de la part des membres de la Fabrique, du comité de restauration et des paroissiens, explique le curé Réjean Couture. Nous avons récolté de nombreux dons. » Une subvention de 135 000\$ de la Fondation du patrimoine religieux et du ministère de la Culture et des Communications permet enfin de boucler un budget dépassant les 300 000\$.

Durant plus d'un an, plusieurs ébénistes et sculpteurs de la région travaillent bénévolement à la reconstruction et à la reconstitution du maître-autel, de son retable et de la chaire. Les Frères du Sacré-Cœur ont mis à la disposition de l'équipe un atelier et tout l'outillage nécessaire au projet. En bout de ligne, l'engagement de l'ensemble de la population et la coordination éclairée du projet ont permis de respecter les échéances pré-



Le décor peint (1887-1888) est une œuvre majeure de Joseph-Thomas Rousseau, qui s'articule autour de 76 tableaux évoquant l'Ancien et le Nouveau Testament.

Photo : Raymond Pelchat

vues et de fêter cet été le 125^e anniversaire d'une église qui a retrouvé son éclat d'antan.

■
Natalie Tomasi est directrice de la Fondation du patrimoine religieux du Québec et Jean Lamothe est architecte au ministère de la Culture et des Communications.



Conscients de posséder un trésor du patrimoine religieux du Québec, les paroissiens de Cap-Santé n'ont pas lésiné sur les efforts à déployer pour le conserver.

ÉGLISE DE LA SAINTE-FAMILLE DE CAP-SANTÉ

UNE FIERTÉ POPULAIRE

Par Jean Tremblay

En 1754, la population de Cap-Santé met l'épaule à la roue et entreprend de construire son église. Il faudra 10 ans de travaux et de corvées pour que s'élève, sur les rives du Saint-Laurent, la Sainte-Famille, l'un des plus imposants édifices religieux de l'époque.

Quelque 240 ans plus tard, voilà que cet engagement populaire se manifeste de nouveau. D'importants travaux de réfection de la toiture et des clochers sont en effet entrepris en 1996. Les travaux à la toiture consistent à remplacer les tôles à la canadienne. Pour le clocher nord, c'est plus sérieux: en plus des tôles, il faut remplacer la majeure partie des pièces de la structure.

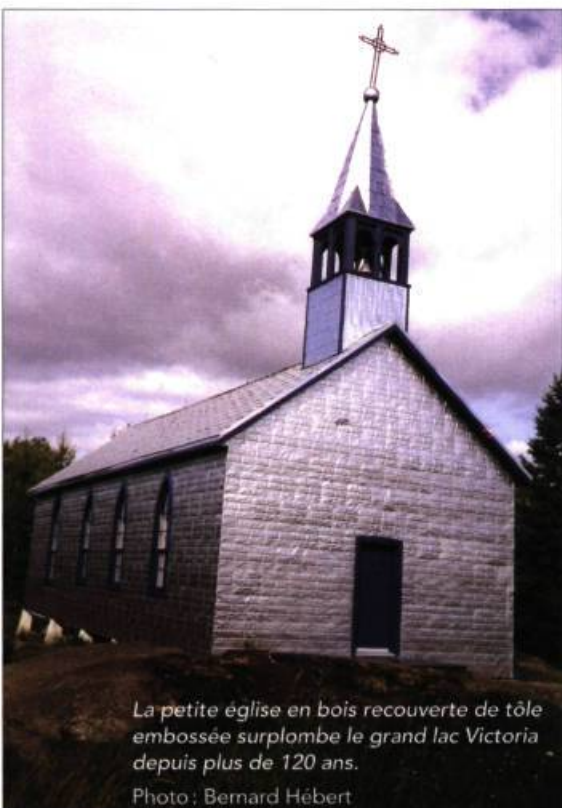
L'église de Cap-Santé, située en bordure du fleuve, a vu sa toiture restaurée dans le cadre du Programme d'aide à la restauration du patrimoine religieux.

Photo : Brigitte Ostiguy

L'architecte du projet et l'entrepreneur choisissent alors d'effectuer la réparation de la structure au sol. La section supérieure, soit les lanterneaux et la flèche, est donc descendue, réparée, puis remontée.

Au-delà de la satisfaction d'avoir pu bénéficier du programme de restauration du patrimoine religieux, les 2800 habitants de Cap-Santé peuvent à juste titre se montrer fiers de cette réalisation: c'est en puisant à leurs propres deniers qu'ils ont comblé les quelque 100 000 \$ qui manquaient à la Fabrique pour réaliser les travaux. La Fondation du patrimoine religieux du Québec a pour sa part assumé 80 % des coûts admissibles. Grâce à cette collaboration, l'église de la Sainte-Famille continuera longtemps à se dresser dans le paysage laurentien comme l'un des plus beaux monuments historiques religieux du Québec.

Jean Tremblay est responsable du département de la construction au diocèse de Québec.



La petite église en bois recouverte de tôle embossée surplombe le grand lac Victoria depuis plus de 120 ans.

Photo : Bernard Hébert

ÉGLISE SAINTE-CLOTHILDE DE KITCISAKIK

AVENTURE EN TERRITOIRE ALGONQUIN

Histoire d'une alliance pour sauver une église.

Par Manon Sarthou

Le 23 septembre dernier, un *magoshan* (repas traditionnel algonquin) avait lieu à Kitcisakik, point de rencontre algonquin dans la partie nord-ouest du parc de La Vérendrye, à 88 kilomètres au sud de Val-d'Or. Le prétexte du rassemblement: la fin des travaux de restauration de l'église Sainte-Clothilde de Kitcisakik. Pour atteindre ce site éloigné, il fallait non seulement faire trois heures de route à partir de Val-d'Or, mais également prendre le

bateau. Étaient au rendez-vous, malgré ce long voyage, des dignitaires du diocèse de Rouyn-Noranda, des représentants du ministère de la Culture et des Communications, de la Table régionale de la Fondation du patrimoine religieux, de la communauté religieuse des Sulpiciens et des missionnaires Oblats de Marie Immaculée, le député provincial d'Abitibi, les travailleurs du chantier, le chef de bande de Kitcisakik et, enfin, 80 membres de la communauté algonquine abitibienne.

UN ACCORD UNANIME

L'entreprise est périlleuse. Qui entendra l'appel à l'aide du père Lionel Lajeunesse, oblat et curé à Kitcisakik, pour réparer le clocher chambranlant de ce temple de 1863? «C'est la plus vieille église en Abitibi-Témiscamingue», fait-il valoir. Bernard Hébert, archéologue et représentant du ministère de la Culture et des Communications du Québec à la Table régionale en Abitibi-Témiscamingue, a l'oreille attentive. Il apprivoise la structure financière complexe et regroupe les forces vives pour restaurer le bâtiment. La communauté algonquine désire ardemment

voir son église réparée. Les anciens de Kitcisakik sont foncièrement attachés à l'église Sainte-Clothilde.

Les sommes accordées par le ministère de la Culture et des Communications, la Fondation du patrimoine religieux, les Missionnaires Oblats de Marie Immaculée et le Secrétariat aux affaires autochtones permettent de lancer le chantier, qui se déroule en juin et juillet 1998.

SILENCE, ON TOURNE !

Une équipe de tournage se rend sur place durant les travaux afin de rendre compte de

cet événement unique, ce qui, du coup, suscite une fierté bien sentie dans l'équipe du chantier. La magie de l'endroit, avec l'église qui surplombe du haut de sa butte le grand lac Victoria, insufflé une puissance créatrice à la fois aux projets de vidéo et de restauration.

La conjonction d'un ensemble de facteurs explique la réussite du projet. L'attachement de la communauté algonquine à son église, la reconnaissance de sa valeur patrimoniale chez les intervenants régionaux et le savoir-faire de l'équipe du chantier ont permis la sauvegarde du bâti-

ment. L'équipe d'Algonquins intégrée au chantier a aussi été d'un secours inestimable. « Ces moments de labeur et de difficulté méritent d'être soulignés, car ils ont porté fruit pour tous », dit le père Lajeunesse.

L'équipe de restauration, qui a su établir d'excellents rapports avec les Algonquins, se tourne maintenant vers la restauration intérieure de l'église et du presbytère.

Manon Sarthou est chargée de projet de l'église Sainte-Clothilde de Kitcisakik, aspect patrimoine.

SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

LES VOIES DE LA RÉFLEXION

Du partage des points de vue naissent parfois les bases d'une action concertée.

C'est ce qui semble ressortir du colloque tenu au Saguenay-Lac-Saint-Jean

sur l'avenir du patrimoine religieux de la région.

Par Fernand Laroche

Pour multiplier les points de vue sur de nombreuses questions épineuses concernant le patrimoine religieux de leur région, les membres de la Table de concertation régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont tenu un colloque les 18 et 19 septembre dernier. L'événement, qui rassemblait quelque 200 personnes, s'est déroulé dans le décor enchanteur de l'Ermitage Saint-Antoine de Lac-Bouchette. Ce lieu évocateur est marqué par la présence de la première église de construction moderne au Québec.

L'IMPASSE ?

La désertion des églises lègue au diocèse un parc immobilier inutilisé. Peut-on assurer la pérennité des édifices religieux alors que la situation des fabriques est pour le moins précaire ? En effet, en raison de la diminution de leurs revenus, des fabriques renoncent même à demander des octrois à la Fondation du patrimoine religieux pour restaurer leurs biens patrimoniaux. Pourquoi ? Parce qu'elles ne disposent même pas des fonds nécessaires qu'elles devraient investir pour compléter les travaux.

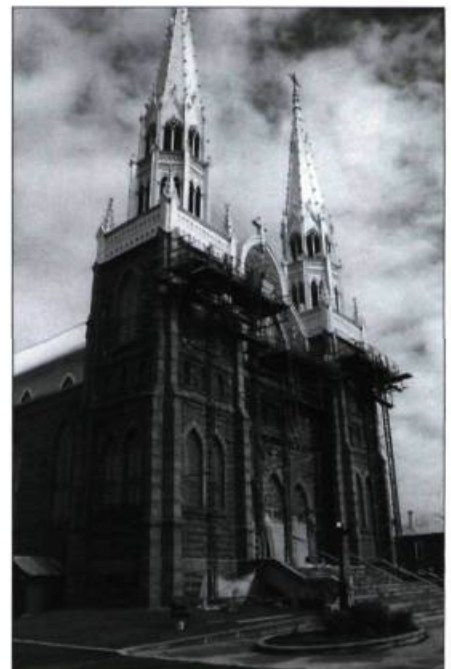
Par ailleurs, la concentration d'églises modernes sur le territoire du Saguenay-

Lac-Saint-Jean rend contraignante la date limite « d'avant 1945 ». Dans ce contexte, quel sort attend les archives ? Que faire du patrimoine architectural et artistique qui devra être lesté ? Verra-t-on disparaître ces témoins qui marquent fièrement le paysage saguenéen et jeannois ? L'Église doit-elle être la seule impliquée dans la restauration et la conservation d'un héritage culturel qui témoigne de l'origine et du devenir de toute une population ?

DES EXPÉRIENCES PARTAGÉES

Pour aborder toutes ces questions, des experts et des praticiens, religieux et laïques, du milieu ecclésial et du milieu des pouvoirs publics ont pris la parole. Parmi eux, certains ont donné leur point de vue sur différents aspects du patrimoine religieux ou ont rendu compte de leur expérience : valeur du patrimoine architectural de la région et potentiel de sa restauration, accessibilité du public à ces lieux de culte, expériences d'animation originales, etc. Enfin, pour illustrer l'héritage de la musique religieuse, une chorale réputée de la région a offert un concert puisant dans le répertoire d'un siècle de musique sacrée.

Quatre ateliers ont aussi permis aux personnes présentes de se pencher sur des



Le projet de restauration de l'église de Saint-Jérôme de Metabetchouan a été un des premiers réalisés dans la région lors du démarrage des activités de la Fondation.

Photo : Fabrique de la paroisse de Saint-Jérôme de Metabetchouan

sujets tels la paroisse du XXI^e siècle, la contribution des pouvoirs publics, la conservation des archives et les églises de la Révolution tranquille.

À l'issue du colloque, une prise de conscience était amorcée sur la responsabilité collective à l'égard du patrimoine religieux. La voie est ainsi ouverte au dialogue et à un partenariat qui doit se développer.

Fernand Laroche est président de la Table régionale de concertation du Saguenay-Lac-Saint-Jean.